



## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

### Marchés publics

Les marchés publics tiennent une place importante dans la mise en oeuvre des services d'intérêt général. La présentation par la Commission d'une **communication, le 11 mars dernier**, sur la politique des marchés publics dans l'Union Européenne, dans laquelle elle expose ses **priorités pour les cinq prochaines années**, mérite donc une grande attention.

Plus de vingt ans après l'adoption des premières directives, la Commission a voulu faire le point sur les adaptations nécessaires pour parvenir à une réelle ouverture des marchés publics nationaux à la concurrence provenant des autres Etats membres. La Commission est partie du constat que, trois ans après l'expiration du délai de transposition des dernières directives, 55,6% de ces mesures ne sont toujours pas appliquées dans tous les pays d'Europe, taux de non-transposition le plus élevé après celui du secteur des transports. **Les montants en jeu sont de plus de 720 milliards d'euros**. La communication de la Commission intègre, également, les résultats des consultations qui avaient commencé en novembre 1996, lors de la publication du Livre vert "Les marchés publics dans l'Union Européenne : pistes de réflexion pour l'avenir".

La communication prévoit que la **priorité** sera donnée à la **clarification des directives actuelles** (six au total) et à la **publication de plusieurs documents interprétatifs d'ici mi-1999**. Afin de tenir compte de l'évolution du marché, la Commission présentera, dès avant la fin de cette année, un ensemble de mesures législatives visant à modifier le champ d'application des textes en vigueur, pour, notamment, **a) tenir compte des services publics**, qui opèrent dans un environnement réellement compétitif, et **définir des règles uniformes pour tous, y compris les concessions de services**, **b) favoriser le dialogue technique** entre acheteurs et fournisseurs en instaurant une procédure de "dialogue compétitif", **c) permettre le recours plus fréquent aux contrats-cadres**, **d) établir des systèmes électroniques de passation des marchés**. La Commission prévoit, en outre, **pour 2001**, de **regrouper les directives "travaux", "fournitures" et "services" en une seule directive**.

S'agissant de **l'application de la législation**, la Commission insiste sur la responsabilité conjointe des institutions communautaires, des Etats membres et des opérateurs économiques. Elle envisage un certain nombre de mesures visant, notamment, à accélérer le traitement de la procédure en manquement de l'article 169 du traité en cas d'infraction; inciter les Etats à désigner des autorités indépendantes chargées de traiter la majorité des litiges; insister sur la publication des avis d'attribution des marchés; lutter contre les irrégularités durant la procédure de passation du marché et son exécution; améliorer les procédures de passation des marchés de la Commission.

Ce dossier, de par son importance, devra être suivi de près. Il sera à l'ordre du jour de la réunion du CELSIG, le 17 avril prochain à Bruxelles.

### Société de l'information

Au cours d'un débat, lors du conseil télécommunication de fin février, un certain nombre de ministres ont estimé qu'il faudrait mieux évaluer le problème posé par **la convergence des télécoms, des médias et des technologies des télécommunications** avant d'essayer de la régler.

### Public sector markets

Public sector markets play an important role in the implementation of general interest services. **On 11 March last**, the Commission put out a **communication** that warrants attention as it sets out the Commission's **priorities for the next five years**.

Twenty years after the adoption of the first directives, the Commission wanted to review the adaptations necessary for the real opening up of national public sector markets to competition from other Member States. The Commission begins by noting that, three years after the deadline for the adoption of last directives in this field, fully 55.6% of the measures have not yet been applied in all countries of the Union, the rate of non-adoption being highest in the transport sector. **The sums involved run to Ecu 720 billion**. The communication also draws on the results of consultations which began in November 1996, with the publication of the Green Paper: "Public Sector Markets in the European Union: Areas to be Examined for the Future".

The communication seeks to make a **priority of clarifying existing directives** (six in all) and the **publication of various interpretation documents by mid-1999**. In order to take into account the evolution of this market, the Commission will present a series of legislative measures aimed at modifying the field of application of the existing texts, before the end of this year. The aim is especially **a) to take into account public services**, which operate in a truly competitive environment, and **to define uniform rules for all, including the concession of services**; **b) to favour technical discussions** between suppliers and purchasers, by setting up a "competitive dialogue"; **c) to permit more frequent recourse to framework contracts**, and; **d) to establish electronic systems for tendering and passing contracts**. The Commission also envisages **drawing together the "works", "supplies" and "services" directives into a single directive, by 2001**.

Concerning the **application of legislation**, the Commission stresses the joint responsibility of the Community's institutions, the Member States and of economic actors. The Commission envisages a certain number of measures aimed, notably, at accelerating the handling procedures of Article 169 of the Treaty when legislation is contravened; encouraging States to designate independent authorities charged with handling the bulk of litigation; insisting on the publication of assessments of market attributions; combating irregularities that arise when markets are put out to tender and contracts drawn up and executed; improving procedures for handling the Commission's own markets.

Given its importance, this issue must be followed closely. It will be on the agenda of the next CELSIG meeting in Brussels, the 17 April.

### The information society

**During a discussion at the** meeting of the Telecommunications Council in February, some ministers felt that it was necessary to evaluate better the problems stemming from the **convergence of telecoms, the media and telecommunication technologies**, prior to regulating them.

La plupart ont considéré que les questions soulevées par le développement de l'infrastructure, d'une part, et par la diffusion des contenus, d'autre part, nécessite une approche réglementaire séparée. Certains pays, Danemark, Irlande, France, ont, pour leur part, estimé qu'il était nécessaire de **maintenir l'obligation de service public**.

Par ailleurs, le Conseil a discuté le plan américain pour **l'organisation future de l'Internet**. Partageant les critiques émises par la Commission, le Conseil a critiqué l'approche américaine qui "semble consolider la juridiction des Etats-Unis sur l'ensemble de l'Internet, y compris le règlement des différends et les marques commerciales utilisées sur Internet". Il a souhaité que la réforme de l'administration d'Internet tienne compte de la mondialisation des réseaux et des besoins de l'industrie et souligné "la nécessité d'associer une large gamme d'intérêts nationaux à la politique future dans ce domaine". Une réponse conjointe de l'Union Européenne et de ses membres va être adressée au plus vite aux Etats-Unis.

Pour sa part, la Commission a proposé **une charte internationale pour régir le développement du commerce électronique**.

---

## Transport aérien

La Commission a décidé de poursuivre la procédure en **infraction** qu'elle avait ouverte en 1995 et 1996 contre l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, le Luxembourg, le Royaume Uni et la Suède pour avoir conclu **des accords de "ciel ouvert"** avec les Etats-Unis. Ces Etats, qui devront s'expliquer, dans un délai de deux mois, risquent d'être poursuivis devant la Cour européenne de justice si leurs réponses ne donnent pas satisfaction.

Ces accords, qui donnent "des droits de trafic unilatéraux aux transporteurs américains pour voler vers, à partir et à l'intérieur de l'Union, tout en assurant exclusivement à leurs propres transporteurs nationaux le droit de voler vers les Etats-Unis (...) créent de sérieuses discriminations" entre les opérateurs européens, a estimé le commissaire en charge des transports.

---

## Publication

Le CEEP vient de publier un avis sur "Les entreprises municipales dans le marché intérieur européen : partenaires de poids de leurs autorités locales".

CEEP rue de la charité 15, boîte 12, B - 1210 Bruxelles  
Tel 32 2 219 27 98 Fax 32 2 218 12 13

---

## Initiatives

Les 5 Etats généraux du **Forum Permanent de la Société Civile** viennent d'adopter une déclaration pour "Faire de l'Europe un espace unifié de solidarité et de liberté, fondé sur les droits civiques, politiques, sociaux, économiques et culturels de la personne humaine".

**Nous reviendrons sur cet événement dans le prochain bulletin.**

Le **CIRIEC** organise son **22ème congrès international** les 4 et 5 mai prochains, à Cologne, sur le thème "**La gestion des ressources humaines dans les entreprises publiques, sociales et coopératives**".

Renseignements : Tel 49 30 852 10 45 Fax 49 30 852 51 11  
E-mail : goew.dsceep@t-online.de

---

Afin de faire circuler rapidement les informations, adresser à **Nouvelles News Europe** de brèves informations en français et en anglais par courrier fax ou Email (**celsig@worldnet.fr**)

Most considered that the questions raised by the development of infrastructure on the one hand, and the diffusion of contents on the other hand, required a separate regulatory approach. Some countries (Denmark, Ireland and France) for their part felt that it was necessary to maintain the **obligation to provide a public service**.

Furthermore, the Council discussed the American plan for the future organisation of Internet. The Council shared the criticisms put forward by the Commission, and criticised the American stance which "seems to consolidate US jurisdiction for the whole of the Internet, including the regulation of conflicts and the trade marks used on the Internet". The Council wants reform of the administration of Internet to take into account the globalisation of the network and the needs of industry, and stressed "the necessity of associating a wide variety of national interests in shaping future policy in this area". A joint reply by the European Union and its Member States will be put the United States as soon as possible.

The Commission proposed setting up a **Charter for managing the development of electronic trade**.

---

## Air Transport

The Commission has decided to continue legal proceedings that were started in 1995 and 1996 against Germany, Austria, Belgium, Denmark, Finland, Luxembourg, the United Kingdom and Sweden for having concluded "**open skies**" agreements with the United States. These States, which must justify themselves within two months, risk being prosecuted before the European Court of Justice if their cases are deemed to be unsatisfactory.

The Commissioner for transport considers that the agreements provide the "right to unilateral traffic for American airlines, while ensuring exclusive rights for national companies to fly to the United States... [thus] leading to serious discrimination" among European operators.

---

## Publication

The CEEP has published its opinion on "Municipal companies in the internal European market: major partners of their local authorities".

CEEP/ rue de la Charité 15, bte 12, B - 1210 Brussels  
Tel (32-2) 219 27 98 Fax (32-2) 218 12 13.

---

## Initiatives

The fifth States General of the **Permanent Forum for the Civil Society** has adopted a declaration to "Make Europe a unified area of solidarity and liberty, founded on civil, political, economic, social and cultural rights of the human individual". **This issue will be discussed in the next bulletin.**

The **CIRIEC** is organising its **22nd International Congress**, on the 4 and 5 May, in Cologne, on the subject of "**The management of human resources in public, social and cooperative enterprises**".

Contact: Tel 49 30 852 10 45 Fax 49 30 852 51 11  
E-mail: goew.dsceep@t-online.de

---

To help circulate rapidly, please send brief information to **Nouvelles News Europe**, in English and French, by courier, fax or E-mail (**celsig@worldnet.fr**)

---

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.